

Les Antilles sont sauvées : Valls sait que ça tire à la Kalash la nuit...

écrit par Sylvie Ricard | 29 juin 2025

MANUEL VALLS, ministre d'État, ministre des Outre-mer

« Ce n'est plus de la délinquance, c'est une guerre menée par les narcotrafiquants »

INTERVIEW. Dans le contexte de violences que connaît notre île, le ministre des Outre-mer réaffirme la détermination de l'État à lutter contre le narcotrafic et ses conséquences.

Il tue des gens en Martinique depuis le début de l'année, 27 en Guadeloupe, la violence ne semble pas s'arrêter. Serge Letchimy, président du conseil exécutif de la Martinique, vient de publier une tribune dans France-Asie et dans le Monde où il affirme que « l'État regarde ailleurs » face au narcotrafic. Comment réagissez-vous ?

Le constat de Serge Letchimy sur la gravité et l'urgence de la situation est implacable. Je partage sa lucidité et son cri d'alarme : nous arrivons en l'occurrence à parler lors de ma dernière venue sur place. Mais contrairement à ce qu'il affirme, l'État ne regarde pas ailleurs : nous regardons la situation bien en face et nous agissons. Évitions les faux débats sur un sujet aussi grave. Ce que vivent les Antilles n'est plus de la délinquance, c'est une guerre menée par les narcotrafiquants contre l'État de droit et notre sécurité. Ils tiennent à

du narcotrafic nous donne aussi de nouveaux et puissants moyens d'agir. L'espace maritime et le port doivent être notre grande priorité. C'est la plaque tournante du trafic. Nous devons intensifier encore nos efforts, par exemple avec le renouvellement de l'hélicoptère Griffon 971 de la gendarmerie, le renforcement de la compagnie départementale d'intervention de la police ou encore l'acquisition d'un drone maritime.

Mobiliser toutes les administrations

La Douane a aussi besoin d'équipements supplémentaires pour armer son scanner mobile et mieux lutter contre les trafics contournés par lesquels circulent la cocaïne. La sécurité à l'égard de notre espace de

plus, les forces de l'ordre, la justice, nous mettons en place une stratégie d'encerclement des criminels pour les asphyxier. Le rapport sénatorial transmis au Pas-Lord précède un choc régulier. C'est exactement ma ligne.

Une enquête du Monde décrit en détail les liens entre gangs et pèdes l'impunité des autorités. Vous partagez ce constat ?

Ce que dit cet article de la puissance des gangs est vrai. Ce sont des multinationales avec les moyens d'un État, structurées et lourdement armées. Ils installent l'ultra-violence pour ancrer leurs trafics. Ils s'attaquent aux élus et aux administrations, au Mexique et en Europe, menacent les dirigeants de la Belgique ou des Pays-Bas. Les trafiquants s'adaptent vite, mais nous aussi. Nous devons maintenir la pression et continuer de les



Manuel Valls, ministre d'État, ministre des Outre-mer

détermination est totale. Nous ne

MANUEL VALLS, ministre d'État, ministre des Outre-mer

« Ce n'est plus de la délinquance, c'est une guerre menée par les narcotrafiquants »

INTERVIEW. Dans le contexte de violences que connaît notre île, le ministre des Outre-mer réaffirme la détermination de l'État à lutter contre le narcotrafic et ses conséquences.

17 homicides en Martinique depuis le début de l'année, 27 en Guadeloupe, la violence ne semble plus s'arrêter. Serge Letchimy, président du conseil exécutif de la Martinique, vient de publier une tribune dans *France-Antilles* et dans *La Nouvelle* où il affirme que « l'État regarde ailleurs » face au narcotrafic. Comment réagissez-vous ?

Le constat de Serge Letchimy sur la gravité et l'urgence de la situation est implacable. Je partage sa lucidité et son cri d'alarme : nous avons eu l'occasion d'en parler lors de ma dernière venue sur place. Mais contrairement à ce qu'il affirme, l'État ne regarde pas ailleurs : nous regardons la situation bien en face et nous agissons. Éviter les faux débats sur un sujet aussi grave. Ce que vivent les Antilles n'est plus de la délinquance, c'est une guerre menée par les narcotrafiquants contre l'État de droit et notre sécurité. Ils tiennent à

du narcotrafic nous donne aussi de nombreux et puissants moyens d'agir. L'espace martiniquais et le port doivent être notre grande priorité. C'est la plaque tournante du trafic. Nous devons intensifier encore nos efforts, par exemple avec le renouvellement de l'hélicoptère Griffin 971 de la gendarmerie, le renforcement de la compagnie départementale d'intervention de la police ou encore l'acquisition d'un drone maritime.

Mobiliser toutes les administrations

La Douane a aussi besoin d'effectifs supplémentaires pour armer son scanner mobile et mieux lutter contre les trafics conteneurisés par lesquels circulent la cocaïne. La sécurité de nos maritimes de

élu, les forces de l'ordre, la justice, nous mettons en place une stratégie d'encerclement des criminels pour les asphyxier. Le rapport sénatorial transparaissant Bas-Lard préconise un choc réglementaire. C'est exactement ma ligne.

Une requête du Nord décrit en détail les liens entre gangs et perte d'impunité des autorités. Vous partagez ce constat ? Ce que dit cet article de la puissance des gangs est vrai. Ce sont des multinationales avec les moyens d'un État, structurées et lourdement armées. Ils installent l'ultraviolence pour ancrer leurs trafics. Ils s'attaquent aux élus et aux administrations, au Mexique et en Europe, menacent les dirigeants de la Belgique ou des Pays-Bas. Les trafiquants s'adaptent vite, mais nous aussi. Nous devons maintenir la pression et continuer de les



Manuel Valls, ministre d'État, ministre des Outre-mer

Ce n'est plus de la délinquance, c'est une guerre menée par les narcotrafiquants : Manuel VALLS, ministre d'Etat, ministre des Outre-Mer, est venu fin juin nous raconter que, malgré les apparences, l'Etat ne ferait pas semblant de ne pas voir...

Valls, notre ancien 1er ministre, ancien 1er Flic de France, celui qui en 2015 s'est mis en avant devant le balourd François Hollande...

Bon je vais droit au but, avoir écouté son allocution, j'ai regardé les chiffres : 17 homicides en Martinique, 27 en Guadeloupe depuis le début de l'année, la violence qui prend de l'ampleur d'après Serge Letchimy dans les tribunes de France Antilles...

Mais pas de panique, le Valls a essayé de nous rassurer : *l'Etat ne fait pas semblant de ne pas voir ! On est au courant que certains jours ça tire à la kalachnikov en pleine nuit et même le jour dans les quartiers sensibles de Pointe à Pitre !*

Il a oublié de dire que les mêmes terrorisent les quartiers, brutalisent les enfants...

Mais tout va bien Madame La Marquise, l'Etat veille, c'est Manuel qui vous le dit : *70 policiers supplémentaires en Martinique et Guadeloupe sans compter le RAID qui va affronter les narcos en pleine mer, voire des patrouilles dans les rues des quartiers sensibles. Déploiement d'une logistique de personnels avec l'appui de drones et d'un hélicoptère du type Griffon...*

Bref un déploiement du même genre qu'à Marseille. De plus il met à la disposition des moyens pour la douane : davantage de contrôle aux frontières et surtout aux aéroports de Guadeloupe et Martinique. Sans compter la marine nationale. Par contre, il a oublié une autre plaque tournante à Saint Martin côté Français. Côté hollandais c'est une autre paire de manche, ça sera pour une prochaine fois. **En conclusion notre ministre essaie de nous rassurer comme il avait fait en 2015 après les attentats sanglants.** Vive notre sauveur ou plutôt notre guide suprême.

Surtout, il a compris qu'il fallait aborder les problèmes autrement. Tout cela c'est la faute de notre colonialisme, forcément... Tout ça c'est la faute des Français... *Les Français, les Français, vous dis-je !* Chantent les modernes Toinette... Dommage que nous n'ayons pas le Molière qui va avec...

Manuel Valls : "Il faut démétropoliser les Outre-mer"



Le ministre s'est exprimé en introduction du congrès des élus à la CTG

« Il est temps de repenser les rapports entre la France et les Outre-mer. **Il ne faut pas céder à une vision athée, condescendante** ou uniquement administrative des Outre-mer. Il ne s'agit pas seulement de gérer, mais de transformer les Outre-mer car c'est cela l'essentiel. De la domination à l'infantilisation

On est passé de la domination à l'infantilisation. Je veux davantage de considération. La France est attachée à ses territoires, et inversement. Les populations outre-mer sont attachées à la République et surtout à sa promesse d'égalité. « Le problème n'est pas politique ni sentimental, il est politique », disait Léopold Sédar-Senghor. Il a raison et c'est pour cette raison que j'amène une réponse politique ce soir.

La relation avec la France est dégradée. Une crise de confiance majeure traverse les Outre-mer à cause de la vie chère et du délabrement des services publics mentionne le rapport remis en décembre au président de la République.

Conséquences réelles de l'esclavage et de la colonisation

Il y a des conséquences réelles de l'esclavage et de la colonisation, mais il faut être juste : nous avons avancé sur les lois mémorielles.

La France engage un effort budgétaire et fiscal important : de l'ordre de 7 milliards d'euros, et 22 milliards au total. Elle répond aux crises, en Nouvelle-Calédonie, à Mayotte. Elle agit massivement pour garantir la sécurité, particulièrement ici.

« Démétropoliser »

Mais c'est vrai que nous devons encore « démétropoliser » les Outre-mer. Je fais un serment : « il faut agir chaque jour pour mettre fin aux dépendances ». C'est une belle phrase de Michel Rocard.

Il faut lutter au quotidien contre tout ce qui nous éloigne : l'impuissance, la vie chère, le malaise politique. Je n'ai aucun tabou sur les évolutions institutionnelles. Il faut poser les questions du désenclavement, de l'éloignement, en prenant en compte les peuples autochtones.

<https://www.franceguyane.fr/regions/guyane/manuel-valls-il-faut-demetropoliser-les-outre-mer-1039700.php>

Bref, il faut faire de nos territoires d'Outre Mer des endroits où la France ne décide de rien, n'impose rien mais où elle doit continuer à payer sans rien recevoir en échange.

Merci monsieur Valls, tout ça pour ça ????

Sylvie Ricard correspondante de *Résistance républicaine* aux Antilles.